

Nations Unies, notamment dans le cadre de la Commission des droits de l'homme qui doit se réunir à Genève avant la fin du mois. Les députés m'ont signalé que même s'ils comprennent ce que signifie l'application du veto aux affaires dont le Conseil de sécurité peut être saisi, l'existence de ce veto ne devrait pas en soi nous empêcher de soulever ce problème dans le cadre soit du Conseil de sécurité, soit de l'Assemblée générale. Nous réfléchissons aux moyens d'y donner suite.

Par ailleurs, nous examinons comment le Canada pourrait venir en aide aux États baltes en intensifiant nos rapports et en accroissant l'aide directe. En outre, nous étudions avec les collectivités baltes du Canada la possibilité d'ouvrir au Canada un bureau de renseignements concernant les pays baltes.

Je suis prêt à examiner tout autre moyen susceptible de donner des résultats. Nous devons respecter certaines limites, compte tenu de nos obligations dans la famille des Nations et compte tenu de l'importance des relations que nous entretenons avec l'Union soviétique, vu l'influence restreinte que notre pays, ou plutôt que notre gouvernement peut exercer au niveau des affaires non seulement nationales, mais internationales.

Tout en demeurant conscient de ces contraintes, je puis dire que le premier ministre et moi sommes déterminés à faire tout ce qui est humainement possible pour reculer ces contraintes jusqu'à l'extrême limite de la tolérance. J'aurai besoin, en l'occurrence, non seulement de l'appui de la Chambre, mais aussi de ses conseils quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre cet objectif. Je m'engage à examiner de près toute proposition avancée au cours du débat et après.

Sauf erreur, ce débat vise à bien faire comprendre aux populations baltes et surtout aux dirigeants de l'Union soviétique que l'explosion de violence et les mesures de répression dont nous avons été témoins ces derniers jours répugnent au plus haut point au Canada et au Parlement de notre pays et risqueraient de gravement compromettre les relations que nous souhaitons entretenir en permanence avec l'Union soviétique, ainsi que les réformes que nous aimerions favoriser.

C'est vrai que la crise du Golfe accapare notre attention toute entière, mais si les dirigeants de l'Union soviétique ont pensé que cette crise pourrait détourner l'attention des Canadiens, du Parlement ou du gouvernement de la situation des populations baltes, ils se sont leurrés. Nous tenons à leur faire savoir que nous défendons des principes que les Canadiens estiment importants depuis longtemps et que nous accordons notre appui sans réserve à ces populations dont nous admirons tous la bravoure et la détermination.